

UNE BASE DE DISCUSSION POUR LES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ EN 1947...

Un cercle d'études en formation à Paris nous communiquait récemment ce projet d'une plateforme de départ. Ce texte nous paraît fort symptomatique des inquiétudes actuelles dans de larges couches de travailleurs, tant manuels qu'intellectuels, C'est à ce titre que nous en reproduisons la teneur.

Le monde tend, actuellement à se partager en deux: économiquement, politiquement, idéologiquement, il subit les influences contraires du «libéralisme» anglo-saxon et du «communisme» soviétique. Schématiquement les États-Unis d'Amérique d'un côté, la Russie soviétique de l'autre, apparaissent aux yeux de certaines fractions comme les champions, les uns de la «liberté», les autres de la «justice sociale». Faute d'avoir trouvé une synthèse authentique des aspirations humaines fondamentales, les consciences et les peuples sont déchirés, particulièrement dans les pays qui sont comme la France, au carrefour des marées contraires. A part le petit nombre qui - par intérêt ou par idéologie, adhèrent sans réserves à l'un des deux systèmes, l'immense majorité des hommes cherche passionnément une synthèse, non entre le «libéralisme» et le «communisme», mais entre le SOCIALISME et la LIBERTÉ.

Faute d'avoir entrevu une solution et ne voulant pas apporter leur concours à l'un des deux impérialismes - dont l'antagonisme risque de déclencher une troisième guerre mondiale - beaucoup d'hommes, par dégoût, ou en proie au désespoir, renoncent à l'activité civique. Les autres - individus et partis - font alternativement et à contre-cœur le jeu de l'une et l'autre de ces tendances. Ce faisant, ils sont conscients de trahir l'une des deux exigences fondamentales; pour nous, la nécessité du socialisme qui apparaît de plus en plus urgente, ne nous fait pas renoncer, au contraire, à l'exigence aiguë de liberté dont quatre ans d'occupation et l'expérience des régimes totalitaires nous ont montré la valeur.

Être socialiste, à nos yeux, c'est essentiellement vouloir la libération totale de l'homme par l'organisation d'une économie rationnelle bannissant le profit capitaliste, et contrôlée par tous en fonction du plus haut rendement. Ce but exige l'appropriation des moyens de production par les collectivités de producteurs et de consommateurs.

Il est vain de prétendre mettre fin à l'exploitation capitaliste du travail humain, si on la remplace par un «socialisme» bureaucratique, dont les contraintes sont aussi lourdes et qui supprime jusqu'aux libertés existantes en régime bourgeois (droit de réunion, liberté d'expression, droit de grève, etc...).

La synthèse recherchée doit donc s'opposer résolument à la fois au capitalisme et à l'étatisme totalitaires.

La garantie essentielle de la liberté individuelle est la propriété des biens d'usage privé. La garantie de la liberté du travailleur est la co-propriété des instruments du travail. Les libertés individuelles, pour ne pas s'opposer aux libertés collectives, doivent être soumises au principe de la responsabilité.

Aussi bien dans le domaine économique que politique, on ne participe avec intérêt et directement - qu'à la vie de communautés proches de l'homme, dans sa vie et dans son travail. La décentralisation est une nécessité si l'on veut faire participer au maximum l'homme à la gestion de son entreprise ou de sa cité et lui donner le sens des responsabilités individuelles et collectives.

Le socialisme ne peut être qu'international; l'ère des nations souveraines est économiquement et techniquement révolus. Mais il doit respecter les diversités ethniques et culturelles.

La démocratie demeure le régime le plus propre à assurer la liberté politique. Mais la forme parlementaire et formelle que nous connaissons en France, dans l'avant guerre ou depuis la libération, est trop

souvent confondue dans les esprits avec la démocratie elle-même La stérilité de l'une risque d'être attribuée à l'autre. On peut craindre que la réaction provoquée par cette stérilité ne fasse rejeter du même coup le régime démocratique lui-même (1).

Employer n'importe quel moyen pour arriver à ses fins est une infidélité à toute raison et à toute moralité. Ceux qui préconisent ou acceptent des procédés obliques et injustes risquent de faire confondre les normes du régime vers lequel ils tendent, avec celles qu'ils emploient pour y parvenir. Il en résulte un danger de corruption pour les hommes et de pourrissement pour la révolution. Les moyens doivent servir la fin qu'ils se proposent en la réalisant progressivement.

(1) Il va sans dire que nous ne saurions approuver, les illusions de nos camarades socialistes en matière de «*démocratie*». Le «*pouvoir du peuple*» est une contradiction dans les termes. Tout pouvoir suppose la division de la société en dirigeants et dirigés, donc en exploitants et exploités. Et le peuple ne saurait exister comme unité vivante dans une société de classes ou de castes. La pourriture parlementaire est donc à nos yeux la conséquence nécessaire d'une organisation fondée sur la fiction démocratique. **Le Libertaire.**